



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

aides de l'État

Question écrite n° 64970

Texte de la question

M. Jean-Paul Bacquet attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi sur la politique de vente du constructeur automobile Citroën et de son organisme de financement. Il souhaite ainsi lui faire part du cas concret d'un entrepreneur du Puy-de-Dôme qui a souhaité accompagner sur le plan logistique le développement de son entreprise en faisant l'acquisition d'un véhicule utilitaire de la marque Citroën. Après un an d'existence, cette entreprise spécialisée dans l'installation de système solaire prospère et finira l'année 2009 avec un excédent prévisionnel de 40 à 60 000 euros. L'acquisition d'un deuxième véhicule devait permettre la constitution d'une deuxième équipe de montage nécessaire pour honorer toutes les commandes. L'achat était envisagé sous forme de leasing afin de permettre à l'entreprise de conserver une marge de trésorerie. Ce projet qui semblait simple et réaliste n'a finalement pas pu aboutir puisque l'organisme de financement a refusé l'octroi du financement à cet entrepreneur et ce, sans raison. Alors que le plan de soutien à l'industrie automobile a permis à l'État de débloquer plus de 500 millions d'euros pour sauver les emplois de la filière, il est particulièrement regrettable de voir que des ventes sont refusées sans motif. Il lui demande donc d'indiquer quelles mesures elle entend prendre pour continuer à soutenir la filière automobile tout en s'assurant de contreparties véritables.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Paul Bacquet](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 64970

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, finances et commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er décembre 2009, page 11303

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)